



Regards sur l'économie allemande

Bulletin économique du CIRAC

91 | 2009

Varia

L'économie sociale de marché : la jeunesse d'un référentiel

Henrik Uterwedde



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3695>

DOI : 10.4000/rea.3695

ISBN : 978-2-8218-0878-2

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2009

Pagination : 23-30

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Henrik Uterwedde, « L'économie sociale de marché : la jeunesse d'un référentiel », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 91 | mai 2009, mis en ligne le 01 mai 2011, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3695> ; DOI : 10.4000/rea.3695

L'économie sociale de marché : la jeunesse d'un référentiel

Henrik Uterwedde

Il semble qu'en période de crise on revienne vers les valeurs sûres. Alors que les turbulences de la crise financière et économique mondiale ont emporté bien des repères et bouleversé bien des certitudes, Nicolas Sarkozy se fait l'apôtre d'une « refondation du capitalisme » : « Nous devons revenir aux vraies valeurs de l'économie de marché, celles qui mettent l'entrepreneur et le développement au cœur de l'économie » (entretien au quotidien Reforma, 08-03-2009, diffusé sur le site de la présidence de la République). Cette formule bien française ne signifie rien d'autre que le retour à l'esprit de modernisation de l'après-guerre, véritable mythe fondateur des Trente Glorieuses. En Allemagne, on voit fleurir les louanges d'une notion vieille de plus de 60 ans : l'économie sociale de marché (Soziale Marktwirtschaft). Ainsi, le président Horst Köhler affirme-t-il que « c'est justement la crise qui confirme la valeur de l'économie sociale de marché. Celle-ci est plus qu'un ordre économique : c'est un système de valeurs qui unit la liberté et la responsabilité au profit de tous. Nous avons contrevenu à cette culture. Redécouvrons la performance culturelle de l'économie sociale de marché » (discours tenu à Berlin le 24-03-2009).

Curieuse carrière d'une formule qui était penchée sur le berceau du renouveau de l'économie allemande après 1945, qui est devenue synonyme du « miracle économique », sorte de Trente Glorieuses version allemande, qui ne cesse d'être revendiquée par presque toutes les formations politiques, et qui semble aujourd'hui de nouveau servir de référentiel dans la recherche d'une sortie dans une crise sans mesure menaçant les fondements mêmes de nos économies ! Mythe fondateur de la réussite économique allemande d'après-guerre ? Formule magique ayant assuré le formidable essor de l'économie allemande ? Bonne recette guidant les principes d'une bonne politique économique ? Notion idéologique masquant le caractère bien peu social du capitalisme ? Ou bien formule creuse que chacun, qu'il soit social-démocrate ou libéral, syndicaliste ou patron, interprète à sa manière ? Si toutes ces acceptions du terme ont été présentes dans le débat économique allemand depuis soixante ans, il importe de bien définir sa place et sa fonction.

Un choix décisif en 1948

Disons d'emblée que le terme « économie sociale de marché » ne prétend pas décrire la réalité du système économique allemand. Même si ses pères fondateurs ont réussi à façonner le système économique d'après-guerre et la reconstruction économique selon leurs idées, il ne faut pas confondre l'économie sociale de marché, sorte d'idéal-type dans le sens de Max Weber, avec le modèle du capitalisme rhénan tel qu'il s'est développé depuis 1945 et qu'il fonctionne dans la réalité aujourd'hui. Il s'agit d'un concept normatif forgé dans l'immédiat après-guerre pour orienter la réorganisation économique de l'Allemagne, en postulant quelques principes fédérateurs du nouveau système économique allemand (*Wirtschaftsordnung*), tel le rôle de l'Etat, du marché et des acteurs économiques. Ce concept est le résultat d'une rencontre exceptionnelle entre des courants de pensée économique remontant aux années 1930, une situation historique et une volonté politique.

La rencontre de plusieurs courants de pensée

**Un rejet à la fois
du capitalisme libéral
et de l'économie dirigée**

Après 1945, le choix d'une économie de marché pour reconstruire le pays n'allait pas de soi. L'Allemagne sortait de la guerre battue, discréditée, ses villes étaient détruites, son économie était désorganisée. Le capitalisme en général, générateur de crises, et les (grandes) entreprises en particulier, accusées d'avoir fait le lit du fascisme, étaient largement discrédités. Comme en France, la tendance générale penchait vers une planification économique, voire vers une nationalisation des grands groupes. En témoignent les programmes du SPD mais aussi de la CDU de l'époque (programme d'Ahlen, 1946). Cependant, le rejet du capitalisme libéral n'empêchait pas la méfiance vis-à-vis de l'économie dirigée qu'on avait vécue depuis un certain temps (qu'il s'agisse de celle du nazisme en guerre, celle dans l'Allemagne occupée après 1945 ou, plus tard, celle du régime communiste de la RDA en Allemagne orientale).

**Une troisième voie dotée
d'un fondement éthique**

C'est alors que le concept de l'économie sociale de marché a pu faire figure de troisième voie entre capitalisme et communisme, « dont l'objectif est de combiner, sur la base d'une économie concurrentielle, l'initiative libre avec un progrès social garanti justement par la performance des marchés » (Müller-Armack, 1956, p. 245). Ce concept est né de plusieurs courants de pensée, tel l'ordolibéralisme de l'école de Fribourg (Walter Eucken, Franz Böhm), des courants anthropologiques et chrétiens, que l'économiste Alfred Müller-Armack a combinés pour une nouvelle doctrine inconnue jusqu'alors en Allemagne. Ses éléments clés sont le néolibéralisme, l'idée d'une « réconciliation sociale » préfigurant le partenariat social pratiqué depuis 60 ans, ainsi qu'un fondement éthique justifiant l'intervention politique assurant la justice sociale. Cette volonté de concilier ce que d'autres considéraient comme des antagonismes inéluctables peut être caractérisée comme l'essence innovatrice de l'économie sociale de marché. On la retrouve dans maintes pratiques du capitalisme coopératif à l'allemande.

**Pas de politique sociale
faussant le bon fonctionnement
de la concurrence**

Quelle est la place du « social » dans l'économie sociale de marché ? Pour les pères fondateurs, elle se définit d'abord par le caractère social d'une économie de marché fonctionnant dans l'intérêt des consommateurs, ensuite par l'augmentation de la productivité générée par la concurrence économique, et en troisième lieu par une politique redistributive (fiscalité, prestations sociales, subventions). A noter qu'ils ont insisté sur le fait que les politiques sociales devaient être « conformes au système », c'est-à-dire ne pas fausser le fonctionnement des marchés et de la concurrence et ne pas abandonner le principe de la responsabilité individuelle pour un « *Etat de l'assistanat* » (*Versorgungsstaat* ; Müller-Armack, 1956, p.246).

**Un système évolutif dont les
bases sont, elles, invariantes**

Par ailleurs, pour Müller-Armack et ses collègues, il s'agissait de jeter les bases constitutives d'un nouvel « ordre » économique (*Wirtschaftsordnung*) avec quelques règles d'or régissant la conduite de l'Etat et des acteurs économiques, et non pas de définir la politique économique dans le détail. Selon Alfred Müller-Armack, « l'économie sociale de marché ne constitue pas un système achevé, ni un projet qui, défini une fois pour toutes, pourrait être mis en œuvre toujours dans le même sens. Il s'agit au contraire d'un système évolutif qui, s'il est fondé sur un principe invariant – à savoir que toute action doit s'effectuer dans le respect d'un ordre libéral –, exige en permanence de développer de nouvelles approches afin de répondre aux exigences des temps qui changent ». C'est cette ouverture du concept, sa capacité à servir de base pour des politiques bien différentes selon la période historique et la tendance politique dominante, qui a contribué à sa réussite politique tout au long de l'histoire de la République fédérale.

Ludwig Erhard, artisan politique de l'économie sociale de marché

Encore fallait-il une volonté politique pour transformer ces idées en une réalité et pour imposer le choix fondamental d'une économie libérale et sociale dans un contexte qui ne lui était pas favorable. C'est là qu'entre en jeu Ludwig Erhard qui, déjà pendant le régime nazi, avait réfléchi sur le renouveau économique

allemand après la fin de la guerre. Après avoir été ministre de l'Economie du Land de Bavière (1945), il fut nommé par les Alliés expert à l'administration des finances (1947), puis directeur de l'économie pour les zones d'occupation américaine et britannique, postes clés pour la préparation de la réforme monétaire de 1948 (la création du Deutsche Mark) en Allemagne de l'ouest. Se basant sur les travaux et concepts notamment de Müller-Armack, Erhard se mit à les appliquer dans la réorganisation de la vie économique allemande.

Le 19 juin 1948, soit un jour avant l'entrée en vigueur de la réforme monétaire, Erhard, en forçant quelque peu la main des Alliés, proclama la fin du rationnement et du contrôle des prix, mesure effective mais aussi hautement symbolique qui marqua la sortie de l'économie administrée et le choix d'une économie de marché. Cette mesure, officialisée deux jours plus tard par une loi-cadre (*Gesetz über die Leitsätze für die Bewirtschaftung und Preispolitik nach der Geldreform*), fut très controversée. Si elle réussit à réinstaurer le marché des biens, entre une demande solvable nouvelle (le 20 juin, chaque Allemand reçut 40 nouveaux marks) et une offre de biens (les biens de consommation emmagasinés durant le temps de l'inflation galopante réapparurent de nouveau dans les vitrines), elle provoqua d'abord une poussée inflationniste puis une grève générale, les syndicats et une grande partie des partis politiques se prononçant pour des mesures de planification.

1948 : fin du contrôle des prix, puis une nouvelle monnaie

Ludwig Erhard tint bon et finit par convaincre Konrad Adenauer et la CDU qui adopta dès 1949 un programme conforme aux conceptions de l'économie sociale de marché (« *Düsseldorfer Leitsätze* »). La même année, après la victoire étroite des chrétiens-démocrates et l'élection de Konrad Adenauer comme premier chancelier de la RFA, Erhard devint ministre fédéral de l'Economie. Dans la foulée de la nouvelle dynamique économique des années 1950, il est devenu un homme très populaire, qui a été identifié comme le père du « miracle économique allemand ». Le titre de l'ouvrage qu'il publia en 1957 : « *La Prospérité pour tous* » (« *Wohlstand für Alle* »), est devenu le message emblématique pour l'époque du renouveau économique et pour la popularité de son auteur. Après avoir pris la succession d'Adenauer à la chancellerie en 1963, il eut beaucoup moins de fortune. Il démissionna en 1966, à la suite de la première récession économique d'après-guerre, qu'il n'a ni su – ni voulu, puisqu'il rejetait les recettes keynésiennes – alors combattre.

« La Prospérité pour tous »

Variantes de l'économie sociale de marché

Depuis 1948, l'économie allemande a vécu un certain nombre de changements profonds et une succession de périodes la mettant devant des défis différents. Chaque période a façonné à sa manière l'économie sociale de marché. On peut distinguer 4 grandes étapes.

Reconstruction économique, mise en place des institutions et des régulations (1949 – 1963)

C'est pour ainsi dire l'âge d'or de l'économie sociale de marché, la période où la jeune République fédérale a créé un nouveau cadre institutionnel et réglementaire. Parmi les grands textes fondateurs, citons celui instaurant la Bundesbank et son indépendance (*Bundesbankgesetz*, 1957), la loi sur l'organisation des entreprises instaurant le *Betriebsrat* (organe des salariés dans l'entreprise) et la cogestion au niveau du conseil de surveillance (*Betriebsverfassungsgesetz*, 1952), la loi sur la cogestion paritaire (donnant 50 % des sièges du conseil de surveillance aux représentants des salariés) dans le secteur du charbon et de l'acier (*Montanmitbestimmungsgesetz*, 1951), la loi sur les conventions collectives posant le principe de l'autonomie des partenaires sociaux dans la négociation sociale vis-à-vis des pouvoirs politiques (*Tarifvertragsgesetz*, 1949) et la loi sur les cartels censée veiller sur la concurrence économique, qui crée l'Office fédéral des cartels comme agence indépendante pouvant interdire des pratiques anti-concurrentielles (*Bundeskartellgesetz*, 1957).

Monnaie, droits des salariés et droit de la concurrence

Le SPD s'aligne sur ce nouveau modèle

Mais les fortes résistances qui se sont opposées à cette loi (venant de l'industrie allemande) et qui ont réussi à en affaiblir les effets, renvoient à l'émergence de pratiques corporatistes des grands groupes industriels et au poids croissant des organisations professionnelles organisées (*Verbände*). Aussi, la multiplication des subventions et de réglementations mettant en parenthèse le principe de la concurrence dans certains secteurs (comme dans les transports, l'énergie, l'assurance et le secteur bancaire) a-t-elle contribué au développement d'un capitalisme rhénan dont le caractère libéral, incontestable, fut tempéré par des pratiques de concertation et de coopération (Uterwedde, 2005). Il n'en reste pas moins que la réussite économique des années 1950 a largement contribué à la popularité de l'économie sociale de marché et de son « père politique », Ludwig Erhard, amenant le SPD à abandonner ses idées planistes et à s'aligner sur le nouveau concept (programme de Bad Godesberg, 1959).

**Du keynésianisme aux chocs pétroliers :
montée de l'interventionnisme (1963-1982)**

La récession de 1965/66 modifie la situation...

Avec la fin de la période de reconstruction économique, les premières difficultés sectorielles et la réapparition des cycles économiques qu'on croyait surmontés par la croissance forte et ininterrompue des années 1950, ont placé le système économique devant de nouveaux défis. Le choc politique de la première récession en 1965/66 accéléra la chute de Ludwig Erhard et la montée en puissance de nouveaux concepts. La grande coalition (CDU-CSU et SPD), avec les ministres Franz-Josef Strauss (CSU, Finances) et Karl Schiller (SPD, Economie) marqua le début d'une politique macroéconomique active, qui réussit à surmonter la crise conjoncturelle.

... et appelle une nouvelle approche : « l'action concertée »

L'heure de la social-démocratie était venue qui, tout en restant fidèle aux fondements de l'économie sociale de marché, s'employait à la moderniser. Karl Schiller (1911-1994), professeur d'économie avant d'entrer en politique, a été le 'théoricien' de ce qu'il appelait « l'économie de marché éclairée » (qu'il opposa à « l'économie de marché naïve » de Ludwig Erhard). Il parla alors d'une « *synthèse raisonnable entre l'impératif de la concurrence venant de l'école de Fribourg et le message de Keynes du pilotage de la demande macroéconomique effective* » (cité par Clapham, p.28). Schiller fut l'architecte d'une régulation globale (*Globalsteuerung*) et d'une « action concertée » (*konzertierte Aktion*), qui tentaient de coordonner l'action de tous les acteurs concernés : la Bundesbank pour la politique monétaire, le gouvernement fédéral, les Länder et les communes pour la politique fiscale et budgétaire, et les partenaires sociaux pour la politique des revenus. La Loi sur la stabilité et la croissance (*Stabilitäts- und Wachstumsgesetz*, 1967) créa les instruments nécessaires. Après son succès initial, cette politique de pilotage macroéconomique se heurta de plus en plus à l'internationalisation et aux crises provoquées par les chocs pétroliers, avant d'être abandonnée.

La montée en puissance de l'interventionnisme...

Au-delà, la nécessité de nouvelles politiques publiques répondant aux nouveaux besoins du développement économique s'est fait sentir dès les années 1960. C'est pourquoi l'ère social-libérale (le SPD gouvernait avec l'aide du petit parti libéral FDP) a été marquée par l'extension du rôle de l'Etat dans l'économie : réformes dans l'éducation, politiques structurelles (sectorielle et régionale, mais aussi technologique), politique de redistribution, extension des transferts sociaux... L'indicateur de la part de l'Etat dans le PIB, passant de 30 % (1960) à 48,5 % (2002), résume ce passage à une économie de marché de plus en plus interventionniste.

Renouveau manqué et unité allemande (1982 – 1998)

... finit par grever le potentiel de croissance

Si cette politique active a réussi tant bien que mal à amortir les conséquences sociales des chocs pétroliers, et à maintenir la compétitivité extérieure par la modernisation technologique et industrielle, elle a considérablement alourdi la réglementation pesant sur les entreprises, augmenté les coûts de production et

l'endettement public, et grevé ainsi le potentiel de croissance. Devant ces problèmes, les revendications d'une alternance libérale (privatisations, déréglementations, baisse des prélèvements fiscaux et sociaux ; réforme de la protection sociale, débureaucratization, flexibilisation de l'économie) se sont faites de plus en plus pressantes. Ces revendications étaient portées par le parti libéral FDP, qui décida de mettre fin à la coalition avec le SPD pour permettre une alternance politique en formant une coalition avec la CDU-CSU.

L'arrivée au pouvoir du chancelier Helmut Kohl en 1982 marque l'ambition d'un tournant historique et d'un « retour aux sources » pour revenir à une lecture de l'économie sociale de marché plus conforme, selon lui, aux vœux de ses pères fondateurs, en clair : plus libérale. Il s'agissait pour lui de rééquilibrer la balance entre la capacité de produire des richesses d'une part, et les transferts et prestations de la collectivité publique. Dans sa déclaration gouvernementale du 5 mai 1983, il tenta de mettre en perspective sa nouvelle politique par un recours aux fondements de l'économie sociale de marché : « *Toutes les expériences de ce siècle nous enseignent ceci : plus l'Etat se tient en retrait et laisse à l'individu sa liberté, plus son système économique [Wirtschaftsordnung] sera performant. Plus que tout autre système, l'économie sociale de marché est susceptible de réaliser l'égalité des chances, la propriété, le bien-être et le progrès social. Nous ne voulons pas davantage mais moins d'Etat, pas moins mais davantage de liberté individuelle* ».

Cette ambition s'est rapidement heurtée aux résistances politiques et sociales, ainsi qu'au système allemand de décision multi-acteurs et complexe, qui rend difficile toute politique de réformes. L'élan initial du gouvernement fut vite brisé. De toute façon, l'unité allemande de 1990 finit par imposer d'autres défis, plus urgents. L'union monétaire interallemande puis l'intégration du territoire est-allemand dans le système économique et social a été une tâche immense, nécessitant des transferts financiers annuels de l'ordre de 4% du PIB en moyenne. Comme elle n'était pas accompagnée de réformes profondes ni par un financement adéquat, cette politique a alourdi l'endettement et les charges sociales, s'ajoutant aux problèmes de compétitivité visibles dès les années 1980. L'économie allemande, sortant de la brève relance provoquée par l'unité, entra dans une phase de langueur, avec une croissance faible, un chômage en hausse et des comptes publics détériorés.

Les problèmes de fond de cette situation ont été posés clairement dans le débat public et dans un certain nombre de rapports. Ainsi, le débat sur les difficultés du site de production allemand (*Standortdebatte*) a-t-il thématiqué les réformes structurelles nécessaires, qui visaient dans leur ensemble un déplacement du curseur vers un régime économique plus libéral, vers une responsabilité individuelle plus forte face aux systèmes de sécurité sociale, ainsi que vers une politique agissant davantage sur l'offre que sur la demande et la redistribution. En avril 1997, constatant l'immobilisme politique face à ces défis, le président de la République, Roman Herzog, mit les points sur les « i ». Dans un discours retentissant, il souligna que l'Allemagne ne manquait pas d'analyses mais de courage politique afin de renouveler le modèle allemand de l'économie sociale de marché. Il fustigea « *la perte du dynamique économique, une société sclérosée et une incroyable dépression mentale* » avant d'en appeler à un effort collectif pour sortir de cette torpeur : « *Un sursaut doit traverser l'Allemagne* ».

Toujours est-il que le gouvernement Kohl se montra de moins en moins capable de réaliser ce genre de changements. Le SPD gagna les élections de 1998 avec un programme habile mais équivoque, qui voulait en finir avec le blocage des réformes (*Reformstau*), tout en restant très fidèle à l'approche social-démocrate traditionnelle qui refusait les réformes « libérales ». Malgré l'affichage d'un « social-libéralisme » dans le papier commun de Gerhard Schröder et Tony Blair, malgré quelques ouvertures (notamment une baisse considérable de la charge fiscale et une tentative pour réduire les charges sociales des entreprises) la politique resta hésitante et sans élan nouveau. L'exemple significatif

Le chancelier Kohl tente un premier retour aux sources de la doctrine...

... mais doit affronter les défis urgents de l'Unité

Le président Herzog prône un « sursaut » pour renouer avec la compétitivité

L'immobilisme perdure sous le 1^{er} gouvernement Schröder

en est l'instauration d'un Pacte national pour l'emploi (*Bündnis für Arbeit*). Cette concertation tripartite sur les réformes du marché du travail reposait sur le principe de consensus ; dans l'absence de volonté politique claire, elle est restée sans effet.

Le tournant des réformes (2003 – aujourd'hui)

La récession de 2002/03 force le lancement de réformes structurelles

L'ère des réformes, maintes fois revendiquées et annoncées, est née dans l'improvisation. Après avoir été réélu en 2002, le chancelier Gerhard Schröder dut affronter une détérioration rapide de la situation économique et de sa propre popularité. Le dos au mur, il lança en mars 2003 un plan de réformes structurelles connu sous le nom d'*Agenda 2010*. Cet agenda marque une nouvelle volonté politique de s'attaquer à des réformes structurelles dans le domaine du marché du travail et de la sécurité sociale. Pour améliorer les conditions générales permettant une nouvelle dynamique économique, Gerhard Schröder a préparé la population à des sacrifices : « *Nous devons diminuer les prestations publiques, favoriser la responsabilité individuelle et demander un effort plus important à chacun* » (discours du 14 mars 2003 devant le Bundestag). Il a annoncé une série de chantiers afin de concrétiser la nouvelle politique, marquant ainsi la fin de l'attentisme qui avait caractérisé la politique des gouvernements depuis les années 1990 : assouplissement de la réglementation économique, réforme de la sécurité sociale et du marché du travail (Bourgeois 2005, Les-trade 2004).

Vers un nouvel équilibre entre marché et solidarité

La logique économique d'ensemble des réformes lancées est évidemment libérale, misant sur une baisse des impôts et des prélèvements pour abaisser le coût du travail, ainsi que sur un allègement des contraintes administratives pour favoriser la création d'entreprises et redynamiser l'emploi. Se profile également un nouveau paradigme dans la sécurité sociale : désormais, celle-ci demandera davantage d'efforts individuels. La justice sociale se tourne davantage vers l'égalité des chances que vers la redistribution. Quant aux chômeurs, des incitations fiscales, des conditions d'indemnisation plus strictes, mais aussi une meilleure efficacité du placement par les agences pour l'emploi, visent à leur retour plus rapide dans l'emploi. Pour autant, ce n'est pas une société libérale qui est visée : en cherchant un nouvel équilibre entre concurrence et solidarité, marché et réglementation, le gouvernement a voulu sauver l'économie sociale de marché tout en l'adaptant aux problèmes structurels allemands (Uterwedde, 2003).

La sanction des urnes...

La nouvelle politique, bien que mal expliquée et pas toujours bien préparée, a eu le mérite de sortir le pays de l'état de léthargie. Elle a porté ses fruits, abaissant le nombre de chômeurs d'un million et permettant à l'économie allemande de regagner sa compétitivité et sa dynamique. Mais elle a été mal vécue et vigoureusement contestée par une partie de la population pour ses conséquences sociales (notamment le développement des bas salaires et la détérioration de la situation des chômeurs de longue durée), a coupé le SPD du chancelier d'une partie de sa base, préfigurant sa défaite électorale (pourtant courte) de 2005. Quant à la CDU-CSU d'Angela Merkel, qui avait fait une campagne très libérale, elle aussi a été privée d'une victoire nette qu'elle croyait assurée.

... ouvre la voie à la 2^e Grande coalition de l'histoire de la RFA

Devant ce message des électeurs, qui semblaient dire un « oui, mais » aux réformes (un « oui » résigné aux changements nécessaires, mais tout en revendiquant la sauvegarde des équilibres sociaux), la Grande coalition a tenté d'ajuster la politique des réformes afin d'éviter des ruptures et d'assurer un meilleur équilibre entre coûts et bénéfices des adaptations pour les différentes catégories de la population. Compte tenu d'une revendication très forte de justice sociale et d'un climat social tendu dans la crise actuelle, CDU-CSU et SPD abordent les élections législatives de septembre 2009 de manière très prudente. Nonobstant leurs différences, une lecture plus « sociale » de l'économie sociale de marché se dessine dans les deux partis par rapport à la campagne de 2005.

Un référentiel pour la sortie de la crise actuelle ?

Ce survol rapide de 60 ans de politique économique fait ressortir que le concept d'économie sociale de marché a été une balise pour les gouvernements successifs. Par-delà les adaptations aux changements structurels nécessitant de nouvelles réponses (fin de la reconstruction, changement technologique, intégration européenne, internationalisation puis mondialisation...), par-delà aussi les alternances politiques, il y a une certaine constance dans la quête d'un juste milieu entre une économie libérale, des régulations publiques et des mécanismes de redistribution sociale ; entre le jeu du marché et de la concurrence et la pratique d'un partenariat social doté d'un espace de régulation autonome, cherchant à canaliser les conflits et à dégager des solutions négociées. A quelques exceptions près, toutes les forces politiques, économiques et sociales se réclament de l'économie sociale de marché, tout en tentant d'imposer leur propre lecture dans le débat public.

Les programmes fondamentaux de la CDU et du SPD adoptés en 2007 illustrent cette convergence. Pour la CDU, qui en réclame le droit d'auteur à juste titre, l'économie sociale de marché est caractérisée par « *l'unité indivisible d'un ordre économique libéral et d'un ordre social solidaire* », qui tire sa force du fait que « *liberté et responsabilité, concurrence et solidarité forment un ensemble* ». Le SPD de son côté y voit « *un modèle de réussite exemplaire* » parce qu'il « *combine la force économique avec le bien-être de larges couches de la société* ». Si le poids respectif du social et du libéral dans le modèle fait l'objet de différenciations, il est significatif de voir à quel degré les deux grands partis soulignent les mêmes éléments constitutifs de l'économie sociale de marché : culture de la stabilité et importance de la consolidation budgétaire, liberté des entreprises conjugée à une responsabilité sociale, nécessité d'une culture entrepreneuriale et importance du *Mittelstand* (PME), démocratie sociale *via* l'autonomie dans le domaine des conventions collectives, cogestion et participation des travailleurs, primauté des marchés mais légitimité d'intervention des pouvoirs politiques dans des domaines et sous des formes bien définis, sécurité sociale pour tous guidée par les principes de la solidarité collective et de la responsabilité individuelle. C'est à partir de ces convergences de fond que s'expriment les controverses partisans – qui restent nombreuses, portant sur la fiscalité, la redistribution, le financement de la sécurité sociale, le salaire minimum, la politique de l'emploi, la politique industrielle...

LE GRAND DEFI QUE CONSTITUE LA CRISE financière et économique mondiale, qui a plongé l'Allemagne comme ses voisins dans une situation difficile sans précédent, montre bien l'actualité du référentiel de l'économie sociale de marché, et ceci à double titre.

D'une part, la révélation des limites d'un libéralisme sans normes et d'un capitalisme sans éthique, ainsi que l'appel au « retour de l'Etat », s'accordent bien avec l'éthique de l'économie sociale de marché, qui cherche à encadrer le fonctionnement des marchés et à faire valoir des valeurs dépassant la seule quête du profit. En témoigne le programme électoral du SPD, qui postule que « *les marchés ont besoin de règles et d'un encadrement politique, culturel et social. [...] Nous misons sur l'Etat démocratique, sa latitude d'action et sa capacité à définir des règles claires pour l'économie sociale de marché.* »

D'autre part, l'économie sociale de marché est vue de plus en plus comme un référentiel utile dans la recherche d'une sortie de crise au niveau international. Comme le formule Angela Merkel : « *Les principes de l'économie sociale de marché sont très simples, mais aussi sans équivoque. L'Etat est le garant de l'ordre économique et social. Il a une fonction claire. La concurrence est nécessaire. Mais elle a besoin de modération et de responsabilité sociale. Je pense que ce sont des principes sur lesquels nous pourrions nous mettre d'accord au niveau mondial* » (discours tenu à Davos le 30-01-2009).

60 ans de quête d'un juste milieu

SPD et CDU ne se distinguent que sur la pondération à opérer entre le social et le libéral

Loin d'être un simple placebo idéologique ou une formule fourre-tout dénuée de contenu, l'économie sociale de marché reste un concept utile balisant la politique économique allemande – sans vouloir s'imposer comme « pensée unique », sans supprimer les conflits d'intérêt ou la lutte politique, mais en freinant la surenchère démagogique et en évitant des solutions simplistes comme la rupture libérale ou l'Etatisme. Plus de 60 ans après sa naissance, le concept d'un capitalisme social et coopératif reste un facteur important de la cohésion politique et sociale dans une Allemagne mise à l'épreuve par la crise actuelle.

Indications bibliographiques

- **BLAIR Tony et SCHRÖDER Gerhard**, « Der Weg nach vorn für Europas Sozialdemokraten. Ein Vorschlag von Gerhard Schröder und Tony Blair », 9 juin 1999, *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n° 7, 1999, pp. 887-896
- **BOURGEAIS Isabelle**, « La difficile gestation des réformes », in **BOURGEAIS Isabelle (dir.)**, *Le modèle social allemand en mutation*, CIRAC, Cergy-Pontoise, 2005, pp. 169-178
- **CLAPHAM Ronald**, « Entstehung und Entwicklung des Konzepts der Sozialen Marktwirtschaft », in **ANDERSEN Uwe (dir.)**, *Soziale Marktwirtschaft – eine Einführung*, Wochenschau Verlag, Schwalbach, 2004, pp. 12-33
- **COMMUN Patricia (dir.)**, *L'ordolibéralisme allemand. Aux sources de l'économie sociale de marché*, CIRAC, Cergy-Pontoise, 2003
- **HERZOG Roman**, Discours tenu à Berlin le 26 avril 1997 (www.bundespraesident.de/Reden-und-Interviews/Berliner-Reden-12086/Berliner-Rede-1997.htm)
- **KOHL Helmut**, Déclaration gouvernementale du 5 mai 1983 (www.mediaculture-online.de)
- **LASSERRE René**, « Les origines de la "Sozialpartnerschaft" », in **KREBS Gilbert (dir.)**, *L'Allemagne de Konrad Adenauer*, PIA, Asnières, 1982, consultable sur le site du CIRAC (www.cirac.u-cergy.fr) dans la rubrique « working papers » (n°13, 2008)
- **LESTRADE Brigitte**, *Les réformes sociales en Allemagne : L'agenda 2010 du gouvernement Schröder*, Note du CERFA, n°9, février 2004, consultable également sur le site du CIRAC (www.cirac.u-cergy.fr) dans la rubrique « working papers » (n°1, 2004)
- « Morale et profit ne sont pas incompatibles », un entretien avec Dominik Enste (Institut der Deutschen Wirtschaft), in *Regards sur l'économie allemande*, n°84, décembre 2007
- **SPD**, *Sozial und demokratisch. Anpacken für Deutschland*, consultable sur le site du SPD (www.spd.de).
- **UTERWEDDE Henrik**, « 'Capitalisme rhénan' : défis d'adaptation et compétitivité virtuelle », in **BOURGEAIS Isabelle (dir.)**, *Le modèle social allemand en mutation*, CIRAC, Cergy-Pontoise, 2005, pp. 195-203
- **UTERWEDDE Henrik**, « Le capitalisme rhénan n'est pas mort », in *Sociétal*, n°40, 2003, pp.35-38, à consulter sur www.dfi.de/publiuterwed.htm
- **UTERWEDDE Henrik**, « Les programmes de la CDU et du SPD : convergences de fond », in *Regards sur l'économie allemande*, n°84, décembre 2007
- **UTERWEDDE Henrik**, « L'économie allemande : comment sortir de la langueur? », in **HEGE Adelheid et al.**, *Regards sur l'Allemagne unifiée*, La Documentation française, 2006, pp. 9-46
- www.ludwig-erhard-stiftung.de.